

# « Capital et Idéologie », le nouveau livre de Thomas Piketty, revient sur l'histoire mondiale des inégalités

[lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/capital-et-ideologie-le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-ouvre-l-eventail-des-possibles\\_5506325\\_3232.html](https://lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/capital-et-ideologie-le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-ouvre-l-eventail-des-possibles_5506325_3232.html)

Marie Charrel

« Capital et Idéologie », de Thomas Piketty (Seuil, 1 232 p., 25 €). A paraître le 12 septembre 2019.

**Livre.** Certains ouvrages resserrent les convictions et cristallisent les certitudes. D'autres élargissent les horizons et ouvrent le champ des possibles. Le nouveau livre de Thomas Piketty, *Capital et Idéologie* (Seuil, 1 232 pages, 25 euros), est de ceux-là. Ce pavé, dense mais accessible, affiche une ambition : « *Convaincre le lecteur que l'on peut s'appuyer sur les leçons de l'histoire pour définir une norme de justice et d'égalité (...) acceptable par le plus grand nombre* ».

Pour ce faire, l'auteur, par ailleurs chroniqueur au *Monde*, retrace à grands traits, parfois au prix de quelques raccourcis, l'évolution des régimes inégalitaires de l'Ancien Régime à nos jours, en France, aux Etats-Unis, en Suède, au Royaume-Uni ou encore en Inde, au Brésil et en Russie. Son best-seller *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013), vendu à plus de 2,5 millions d'exemplaires dans le monde, fut critiqué pour son occidentalocentrisme. En réponse à ces reproches, l'économiste s'est plongé dans les archives coloniales. Il a voyagé en Asie et en Amérique latine afin de servir au mieux l'ambition de son projet. Celle-ci agacera les gardiens du temple qui, en France, tolèrent mal qu'un intellectuel sorte de sa case disciplinaire pour piocher dans celle des autres. Le décroisement des approches permet pourtant d'appréhender le monde avec plus de justesse, à défaut d'objectivité.

Ainsi donc, M. Piketty se nourrit d'histoire, de sciences politiques et même de littérature. Pour mieux cerner les ressorts inégalitaires du XIX<sup>e</sup> siècle européen, il dissèque Balzac et Jane Austen. Pour analyser le discours civilisateur qui justifia le colonialisme, il étudie Chateaubriand et Lamartine. Quels que soient le pays et ses spécificités, démontre-t-il, un grand récit national – qu'il définit comme une idéologie – justifie toujours l'existence des inégalités, à grand renfort d'arguments parfois légitimes. Sous l'Ancien Régime, la division entre le clergé, la noblesse et le tiers état était ainsi justifiée par le besoin de stabilité : le premier offrait les repères spirituels, la seconde la protection militaire, et le troisième la nourriture pour tous.

Lire aussi [Les inégalités explosent dans le monde, l'instabilité politique menace](#)  
Cette promesse de stabilité s'est bien souvent traduite par une sacralisation de la propriété. Celle des nobles, de la bourgeoisie industrielle puis, plus tard, des milliardaires au patrimoine dispersé dans les paradis fiscaux. Las, l'obsession de la propriété conduit

parfois à des extrêmes. C'est au nom de celle-ci qu'à l'abolition de l'esclavage, nombre d'Etats indemnisèrent les propriétaires d'esclaves, plutôt que les esclaves eux-mêmes, pour les « *dommages subis* ».

## Points de rupture de l'histoire

---

Mais l'histoire regorge aussi de points de rupture, insiste M. Piketty. Lorsque les inégalités deviennent intolérables pour ceux qui les subissent, lorsque des idéologies alternatives suffisamment mûres permettent de penser autrement l'organisation sociale, les régimes politiques changent. La transition est tantôt violente, tantôt progressive. Il arrive qu'elle échoue : ainsi, la Révolution de 1789 a enfanté une société française dont le degré d'inégalités était, en 1914, supérieur à celui observé en 2019. Mais parfois, la transition réussit. Après la dépression des années 1930 puis la seconde guerre mondiale, la social-démocratie a bâti une justice sociale et éducative inégalée en Europe.

Lire aussi [Inégalités : les écarts de revenus ont augmenté partout en Europe](#)

Telle est probablement la grande vertu de cet ouvrage : rappeler que certaines options économique-politiques, présentées aujourd'hui comme inapplicables, ont, en vérité, déjà été testées avec succès par le passé. Dans les années 1950 et 1960, les Etats-Unis affichaient le salaire minimum national le plus élevé du monde, tandis que des années 1930 à 1980, le taux marginal d'impôt sur le revenu culminait à 70 %-90 % pour les plus aisés. Or, la croissance était alors bien plus forte qu'aujourd'hui, preuve qu'imposer les hauts revenus n'est pas un frein à l'activité, et ne provoque pas automatiquement l'exil fiscal des riches. Au contraire, les recettes budgétaires engrangées furent alors utilisées pour généraliser l'accès à l'éducation, remède le plus efficace pour favoriser à la fois la justice sociale et le dynamisme économique.

Lire aussi [Montée des inégalités, changement climatique... Faut-il en finir avec la croissance ?](#)

La progressivité de la fiscalité – c'est-à-dire, le fait de relever le taux d'imposition à mesure que le revenu ou le patrimoine concerné augmente – est au cœur de la question des inégalités, selon M. Piketty. Elle évite que les richesses se concentrent en sein des mêmes ménages au fil des décennies. En 1989, la chute du communisme jeta l'opprobre sur la redistribution. Les gouvernements oublièrent alors les leçons de la crise des années 1930. Ils rognèrent la progressivité de la fiscalité et réduisirent l'impôt sur les bénéficiaires au nom de la compétitivité.

## L'utopie face à la fatalité

---

Et l'on voit poindre ici l'une des explications du divorce actuel entre les citoyens et leurs dirigeants, en particulier en Europe. En laissant une partie des grandes entreprises et des grandes fortunes échapper à l'impôt et en entretenant l'idée que les y soumettre est presque impossible, ils ont alimenté la frustration de ceux qui peinent à boucler les fins de mois. Pas étonnant, dès lors, que les partis promettant fermeture et sécurité séduisent une part toujours plus grande de l'électorat.

Pour sortir de ce piège, M. Piketty suggère, en conclusion, de construire un socialisme participatif, à l'échelon d'une Union européenne plus fédérale et démocratique. Il y a beaucoup d'utopie dans un tel projet, et l'on peut douter de la capacité des Etats comme des peuples à dépasser les égoïsmes nationaux pour y adhérer. *Capital et Idéologie* rappelle néanmoins avec force qu'il n'y a jamais de fatalité. Qu'il suffit parfois d'effacer les ornières imposées par le consensus et l'idéologie pour se rappeler que des alternatives existent toujours. Les professeurs de désespoir affirmant le contraire sont, en vérité, les plus grands ignorants de l'histoire.

On referme l'ouvrage en se prenant à espérer que le point de rupture où se trouvent nos sociétés aboutisse à l'ébauche d'une solution. Celle qui résoudra la difficile équation menaçant de faire basculer le monde dans le chaos : combiner lutte contre les inégalités, transition écologique et justice sociale.

## Le nouveau livre de Thomas Piketty : « Un ouvrage qui enrichit, bouscule et interroge notre savoir économique »

[lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-un-ouvrage-qui-enrichit-bouscule-et-interroge-notre-savoir-economique\\_5506376\\_3232.html](https://lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-un-ouvrage-qui-enrichit-bouscule-et-interroge-notre-savoir-economique_5506376_3232.html)

**Tribune.** Six ans après *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013), qui a radicalement changé notre regard et notre analyse des inégalités, Thomas Piketty nous propose une œuvre qui, par bien des aspects, est tout aussi impressionnante, portée par le développement d'une perspective historique de long terme et d'un appareillage statistique vaste et détaillé. Ainsi, l'auteur nous rappelle encore une fois la nécessité d'ancrer la science économique à d'autres disciplines ; mais aussi qu'une meilleure connaissance des faits, passés et présents, ne peut se faire qu'au travers d'un travail minutieux, parfois éprouvant, sur les données.

Depuis *Les Hauts Revenus en France au XX<sup>e</sup> siècle* » (Grasset, 2001), Piketty défend et démontre que l'analyse pertinente des inégalités doit s'intéresser à ce qui se passe tout en haut de la distribution, chez les plus riches et les plus fortunés. L'intérêt porté à la concentration, parfois extrême, des richesses au sein d'un petit groupe d'individus n'est pas nouveau en soi. Après tout, Vilfredo Pareto étudia ce phénomène au sujet de la répartition des terres dans l'Italie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais les économistes du siècle suivant ne s'emparèrent guère de la question, pas avant que Thomas Piketty ne la cristallise au travers d'un cadre analytique lui permettant de mesurer le niveau et l'évolution de la concentration des revenus et de la richesse dans les pays occidentaux. Bien au-delà du cercle des économistes, le « top 1 % » est depuis rentré dans la culture populaire comme la référence aux très riches.

### Une puissante dynamique statistique

*Capital et Idéologie* (Seuil, 1 232 p., 25 €, à paraître le 12 septembre) utilise cette puissante dynamique statistique instaurée il y a maintenant quinze ans pour aller encore plus loin : d'une part, en étendant le regard et l'analyse des inégalités hors pays occidentaux ; d'autre part, en développant un traitement innovant des enquêtes post-électorales produites depuis la seconde guerre mondiale dans certains pays occidentaux, afin de confronter l'évolution des inégalités avec le processus politique de construction des idéologies à même de justifier ces inégalités. En ce sens, le titre de l'ouvrage est explicite : si on y parle d'idéologies, de leurs constructions et leurs transformations au cours de l'histoire, c'est pour mettre en avant leur incidence sur la structuration des inégalités.

Lire aussi [« Capital et Idéologie », le nouveau livre de Thomas Piketty, revient sur l'histoire mondiale des inégalités](#)

La lecture des quelque 1 200 pages de l'ouvrage enrichit, bouscule et interroge notre savoir économique. L'approche historique et transnationale met en perspective les crises et turbulences auxquelles sont soumises les sociétés dans lesquelles nous vivons et pose la question de la soutenabilité du modèle de croissance contemporain. Mais que dire des

conclusions et solutions politiques que propose l'auteur pour faire face aux mécontentements liés à la montée des inégalités, non seulement de revenu ou de richesse, mais aussi, et surtout à notre sens, d'opportunités ?

« Ce livre se veut le point d'ouverture d'un débat important et nécessaire sur les changements à apporter à nos politiques et institutions, tant au niveau national que transnational »

A n'en pas douter, et comme l'auteur aime à le rappeler, ce livre se veut le point d'ouverture d'un débat important et nécessaire sur les changements à apporter à nos politiques et institutions, tant au niveau national que transnational. Cependant, et d'une certaine façon paradoxalement, compte tenu de la portée de l'analyse, le point d'ouverture du débat proposé par Thomas Piketty demeure quelque peu spécifique, voire même limité.

## Un regard polarisé sur le sommet

---

Certes, toute analyse exhaustive des inégalités nécessite une connaissance du sommet de la distribution, et la concentration croissante des richesses observée dans un certain nombre de pays, avancés et émergents, pose problème, notamment dans la mesure où elle menace la mobilité sociale. Mais un regard polarisé sur le sommet de la distribution risque de passer à côté du reste – et le reste est important.

En effet, l'auteur nous semble ici se retrouver quelque peu victime de sa propre idéologie, avec une obsession quasi constante – et que certains pourraient trouver excessive – sur les très riches, ce que le président Emmanuel Macron a maintes fois qualifié de « *passions tristes françaises* ». Loin de nous l'idée de plaider en faveur d'une concentration croissante des richesses : lors de travaux récents, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a bien documenté une baisse prononcée de la redistribution fiscale dans les pays avancés.

Concomitante avec une augmentation quasi généralisée des inégalités, cette baisse de performance redistributive doit être corrigée au plus vite, et nul doute que les très riches doivent être mis à contribution, notamment par un système d'imposition plus progressif, efficace, et à l'intérieur duquel la pression fiscale sur la classe moyenne doit être allégée afin de rétablir un sentiment de légitimité pour tous face à l'impôt, en lieu et place d'un sentiment d'appauvrissement. Cet objectif nécessite entre autres une transparence et une coordination fiscale accrues au niveau transnational, ce que l'OCDE contribue de mettre en place grâce au modèle mondial d'échange automatique des renseignements relatifs aux comptes financiers.

## Une réalité un peu plus complexe

---

Cependant, la question mérite d'être posée : est-ce qu'une imposition fortement accrue sur les très gros revenus et patrimoines, en supposant qu'elle réussisse en effet à réduire la concentration de richesses au sommet, constitue l'outil central pour faire face aux grands défis inégalitaires et planétaires ? C'est ce que, à nos yeux, l'auteur semble suggérer. Or il est raisonnable de penser que la réalité est un peu plus complexe.

« On regrettera notamment l'argument selon lequel les récentes augmentations avortées de la taxe carbone en France auraient eu pour but de financer l'abolition de l'ISF »

On notera qu'en se concentrant quasi exclusivement sur les très riches, l'auteur se livre à quelques réflexions qui nous semblent discutables, voire périlleuses. Parmi celles-ci, on regrettera notamment l'argument selon lequel les récentes augmentations avortées de la taxe carbone en France auraient eu pour but de financer l'abolition de l'ISF, d'autant plus que tout système fiscal se doit d'être appréhendé dans son ensemble, et non instrument par instrument.

Dans un autre registre, les accusations répétées sur le système de production statistique actuel nous paraissent discutables. L'idée que la défaillance des données officielles à mesurer les très hauts revenus et patrimoines s'explique par le prisme d'une idéologie visant à laisser volontairement le public dans l'ignorance du vrai niveau des inégalités nous semble relever davantage de la théorie du complot que de la réalité. Il est bon de rappeler par exemple que l'Insee demeure l'un des meilleurs bureaux statistiques au monde de par la qualité de sa production, et que son indépendance n'est pas questionnable.

De plus, quand bien même la production statistique proposée par l'auteur et ses équipes constitue sans l'ombre d'un doute un progrès fondamental, elle n'en est pas moins soumise à des critiques récurrentes, et parfois virulentes, depuis sa création. Au final, la question n'est pas de savoir qui a les meilleures statistiques sur les inégalités, mais plutôt comment les différentes sources peuvent converger, corriger leurs imperfections et se nourrir les unes des autres.

## Un terrain de réflexion fertile

---

L'ensemble des propositions de réformes politiques développées dans le dernier chapitre représentent un terrain de réflexion fertile. Nous saluons l'importance accordée à l'éducation, et en particulier l'objectif d'arriver à une réelle égalité d'opportunité, y compris dans un pays comme la France, qui est loin d'être exemplaire en la matière.

« En se concentrant sur les 1 %, Piketty en a quelque peu négligé les 99 % »

En tant qu'économistes, nous nous interrogeons cependant sur les effets d'un revenu universel positionné à 60 % du revenu moyen sur les incitations à travailler et, de manière plus générale, sur la place du travail dans nos sociétés. Soyons clairs, en effet : nous regrettons le peu de place accordé au travail, le grand absent de cet ouvrage à nos yeux. Au final, en se concentrant sur les 1 %, Piketty en a quelque peu négligé les 99 %, pour qui le travail représente non seulement la principale source de revenu mais aussi, comme de nombreuses études l'ont démontré, de bien-être. Et c'est pourquoi il constitue un moteur fondamental de cohésion sociale.

Lire aussi « Capital et Idéologie », le nouveau livre de Thomas Piketty, revient sur l'histoire mondiale des inégalités

Quoi qu'il en soit, la réflexion est maintenant ouverte, et on ne peut que remercier l'auteur de lancer la pierre au moment où il devient sans aucun doute urgent d'apporter des réponses aux frustrations qui nourrissent un peu partout dans le monde le rejet du système socio-économique actuel et la dangereuse montée des replis identitaires.

**Orsetta Causa et Nicolas Ruiz** sont économistes au département des affaires économiques de l'OCDE.

## Dans le nouveau livre de Thomas Piketty, « l'une des leçons essentielles est que rien n'est écrit d'avance »

 [lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/dans-le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-l-une-des-lecons-essentielles-est-que-rien-n-est-ecrit-d-avance\\_5506357\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/dans-le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-l-une-des-lecons-essentielles-est-que-rien-n-est-ecrit-d-avance_5506357_3232.html)

**Tribune.** Dès les premières pages de *Capital et Idéologie* (Seuil, 1 232 pages, 25 euros, à paraître le 12 septembre), Thomas Piketty enjoint au lecteur de ne pas se précipiter sur le dernier chapitre et de lire le livre du début à la fin (tout en lui autorisant un chemin en zigzag, au gré de ses envies historiques). De toute évidence, il n'y croit pas complètement. Si quelqu'un veut aller directement à la fin, nous dit-il, un peu bougon, je ne peux pas l'en empêcher...

Pour ma part, j'espère que la plupart de ceux (nombreux, sans nul doute) qui auront cet ouvrage entre les mains suivront ce conseil. Tout d'abord, ils prendront plaisir à se livrer à ce tour d'horizon foisonnant, écrit avec une clarté et un dynamisme remarquables. Car où d'autre auraient-ils l'occasion de s'entendre conter, dans le même tome, le récit invraisemblable de la dette imposée à la France par Haïti à son indépendance ; l'origine nébuleuse du système des castes en Inde et la tentative de clarification-récupération de ce dernier par la puissance coloniale anglaise ; les tensions sur le juste équilibre entre respect du droit de propriété, quelles qu'en soient les origines, et la nécessité de rétablir la justice sociale chez les révolutionnaires français ; la mainmise des oligarques russes sur la propriété publique dans le cadre d'une privatisation à la hâte, et bien d'autres récits encore...

Mais surtout, il faut lire cette fresque pour comprendre en profondeur l'optimisme fondamental de Thomas Piketty, optimisme qu'il revendique et sans lequel on ne peut pas comprendre la nature des propositions par lesquelles le livre se conclut.

### Enfermement dans le passé

Les économistes sont en général portés vers le fatalisme, et profondément pessimistes sur la nature humaine. Que cela soit par déformation professionnelle ou par goût, ils ont tendance à voir dans toute situation historique l'expression de lois fondamentales, résultat, en général, de l'égoïsme et de la paresse essentiels de l'être humain. Cela ne les décourage pas nécessairement de lire l'histoire. Mais la lecture qu'ils en font est alors colorée par ce prisme : en dehors de situations extraordinaires (comme la Révolution française), les rapports de force se perpétuent et se renforcent. Le passé – colonial ou précolonial – forme une prison dont il est très difficile de sortir.

Lire aussi [« Capital et Idéologie », le nouveau livre de Thomas Piketty, revient sur l'histoire mondiale des inégalités](#)

L'une des leçons essentielles qui ressort des nombreux exemples donnés dans le livre est à quel point rien n'est écrit d'avance. Des hasards historiques (petits ou grands), mais

aussi la nature des débats entre les acteurs politiques, exercent une influence considérable sur les choix que font les sociétés, à un moment historique donné, sur les questions fondamentales d'organisation : les inégalités de revenus, de patrimoine et d'accès à l'éducation, la définition de la communauté légitime, et les formes de délibération collective. Ces choix ont ensuite des répercussions importantes, mais ils peuvent changer, parfois très profondément et très rapidement.

« La révolution conservatrice enclenchée par Reagan et Thatcher dans l'espoir (futile) de relancer la croissance américaine a suffi à mettre leurs pays sur la voie d'une explosion des inégalités, en apparence inéluctable »

Ainsi l'Inde, devenue indépendante, a pu choisir de mettre le suffrage universel et la discrimination positive au cœur de son système politique, malgré les doutes de Churchill. La révolution conservatrice enclenchée par Reagan et Thatcher dans l'espoir (futile) de relancer la croissance américaine a suffi à mettre les Etats-Unis et le Royaume Uni sur la voie d'une explosion des inégalités, en apparence inéluctable.

Aujourd'hui, en Inde, Modi, premier ministre tout juste réélu [*le 23 mai*], représentant d'une droite hindoue sans complexe, s'empare aujourd'hui à grande vitesse le socle séculariste sur lequel l'Inde paraissait construite. Et aux Etats-Unis, les jeunes élus démocrates poussent leurs aînés vers des positions sur la fiscalité, le salaire minimum, l'assurance santé, ou la gratuité de l'éducation, qui, bien que situées, pour des Européens, quelque part entre le bon sens commun et la timidité, ne les empêchent pas de se faire traiter de socialistes (ou communistes) par les républicains.

Cette fluidité signifie que tout est (encore) possible. Que les crises liées au repli identitaire que nous vivons aujourd'hui partout dans le monde ne sont pas l'aboutissement inéluctable de la destruction du contrat implicite liant les gagnants et les perdants de la mondialisation, et ne sont pas nécessairement le prélude à une nouvelle catastrophe. Qu'il n'en faudrait pas tant que cela pour que les humains se remettent à avoir des conversations plus apaisées sur les sujets qui les concernent tous au plus haut point, plutôt que de se chercher des ennemis intérieurs et extérieurs pour se consoler de ne rien pouvoir faire de plus.

## Réfléchir à une redistribution des pouvoirs

---

La seconde leçon essentielle de notre histoire collective, c'est qu'il existe toute une gamme de possibilités entre l'hypercapitalisme des Etats-Unis d'aujourd'hui et le désastre de l'expérience communiste. Ce système ont montré que les hommes et les femmes continuent de travailler et de créer, même sans la menace de mourir de faim (s'ils ne le font pas) ou la certitude que tous leurs gains leur reviendront. Qu'ils sont tout

# Le nouveau livre de Thomas Piketty : « Un choix politique rejait sur les analyses historiques »

 [lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-un-choix-politique-rejait-sur-les-analyses-historiques\\_5506383\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-un-choix-politique-rejait-sur-les-analyses-historiques_5506383_3232.html)

Laurence Fontaine, historienne

**Tribune.** *Capital et Idéologie*, de Thomas Piketty (Seuil, 1 232 pages, 25 euros), à paraître le 12 septembre, voudrait donner à la gauche les fondements théoriques pour bâtir un programme capable de faire revenir en son sein les classes populaires. Il s'appuie sur les évolutions des sociétés inégalitaires dans la très longue durée, en Europe comme hors d'Europe, en mettant au jour systématiquement les inégalités de patrimoine, de revenus, d'accès à l'éducation et de représentation dans le système politique.

Il s'intéresse aux politiques de réduction des inégalités mises en place au cours des siècles, aux « *bifurcations inachevées* » et aux idéologies qui rendent acceptables ces sociétés inégalitaires. On ne peut que saluer le travail de mise en lumière des inégalités fondamentales, tant il est nécessaire pour nourrir le débat. Bien sûr, l'ampleur du propos appelle la discussion et je ne tirerai ici qu'un fil, celui qui part des catégories d'analyse.

Lire aussi [« Capital et Idéologie », le nouveau livre de Thomas Piketty, revient sur l'histoire mondiale des inégalités](#)

De fait, le livre mesure le nombre de privilégiés et essaie, autant que faire se peut, de comparer dans toutes les sociétés les 50 % les plus pauvres et les 10 %, 1 % voire 0,1 % et même 0,01 % les plus riches ; parfois apparaissent les 40 % intermédiaires. On ne cesse de se demander pourquoi cette uniformisation des découpages et pourquoi si peu de subdivisions au sein de la moitié la plus pauvre, car elle comporte aussi des seuils significatifs. En outre, les hommes, les femmes et les enfants qu'ils représentent sont invisibles.

Certes, quelques romans, films et séries télévisées éclairent tel ou tel aspect de la société, mais on cherche en vain une analyse sociale systématique qui leur donnerait chair et sang. Aux trois-quarts du livre, M. Piketty explique son choix : il faut, écrit-il, des indicateurs « *aussi intuitifs que possible, afin de permettre une large appropriation citoyenne* ».

## Raisonnement théorique

Mais ce choix politique, faute de savoir de quoi la vie des gens est faite, rejait sur les analyses historiques. Ainsi, écrit M. Piketty, personne ne peut posséder 100 % des revenus car ces derniers ont pour plancher l'obligation d'assurer la subsistance des travailleurs. Certes, mais ce raisonnement théorique s'appuie, comme ses analyses de l'idéologie, sur le « *plausible* » et l'« *acceptable par le plus grand nombre* » et ne peut voir, par exemple, que sous l'Ancien Régime les salaires sont structurellement insuffisants :

s'ils permettent à un homme en bonne santé de vivre, ils obligent à la multiplication des activités et au travail de toute la famille, enfants compris, pour espérer traverser la maladie ou la crise économique qui fait basculer dans la misère.

Quant aux femmes, fort peu arrivent à vivre de leur salaire et encore moins à nourrir ne serait-ce qu'un enfant. La hiérarchie des salaires révèle alors celle du pouvoir : celui des privilégiés et des riches sur les classes populaires et celui des hommes sur les femmes.

Lire aussi Les économistes redécouvrent « les inégalités de revenus et de richesse au sein des pays développés »

De là, le travail incessant de chacun et de chacune pour développer de multiples liens sociaux horizontaux et verticaux qui seront autant de filets de sécurité ; des pratiques qui dévoilent alors l'idéologie fondamentale de cette société : la charité, car elle seule permet aux classes populaires de survivre. Son omniprésence légitime la domination des puissants, l'ancre dans une supériorité morale et impose la soumission des humbles qui doivent accueillir ces dons avec reconnaissance.

On retrouve l'importance de la supériorité morale comme légitimation de la domination des élites et comme arme pour les déstabiliser en Inde avec Gandhi, en Chine avec Confucius, dans le régime iranien contemporain contre les monarchies sunnites, en Chine également quand Xi Jinping dit s'attaquer à la corruption, maladie commune des sociétés où un ou plusieurs groupes ont un statut privilégié.

## Grande coupure au sein des Lumières

---

Un autre trait de l'analyse structurelle – et que renforce l'appellation de « *société trifonctionnelle* » utilisée dans le livre pour les sociétés d'ordres et de castes – est de masquer les dynamiques qui les malmènent ou qui, comme la domination coloniale, interfèrent avec. Ainsi, du développement du marché qui dynamite les hiérarchies existantes et contre lequel guerriers et prêtres n'ont cessé de lutter. Les sociétés à parti unique ont également, et pour les mêmes raisons, partagé l'hostilité au marché.

L'Ancien Régime, comme les sociétés fondées sur l'islam, l'a traduite en interdisant le prêt à intérêt pour bloquer le moteur du capitalisme, la Russie et la Chine communistes n'ont toléré que les marchés contrôlés par l'Etat, et depuis la libéralisation économique la Chine continue à surveiller l'expansion du marché privé en restreignant l'accès au crédit de ces entrepreneurs.

Lire aussi Les inégalités explosent dans le monde, l'instabilité politique menace

Ces dynamiques obligent alors à penser ces sociétés comme n'étant pas fondées sur une idéologie, mais sur deux. Ainsi, la société aristocratique a très vite connu deux économies politiques concurrentes, reposant sur des valeurs opposées qui s'affrontent et se mélangent : l'économie du don et de la charité, et l'économie de marché qui pousse, elle, à l'égalité de statut (non de richesses) et à la rupture des liens de charité au profit de l'impôt et d'un Etat chargé des fonctions sociales antérieurement dévolues aux Eglises et aux élites.

Adam Smith, que M. Piketty nous présente comme un doux rêveur qui croit à la main invisible du marché et au « *doux commerce* », était en fait préoccupé par l'idée de brider les marchés financiers, de procurer au peuple une subsistance abondante et à l'Etat des revenus suffisants pour développer le service public au rang duquel il mettait l'éducation. Mais il proposait que les enfants ne soient envoyés à l'école qu'aux âges où ils ne rapportent rien aux parents pour ne pas risquer de faire vaciller la famille.

La grande coupure au sein des Lumières ne se joue sans doute pas tant sur la radicalité des idées, mais entre les hommes qui mesurent que le juste est pluriel et les équilibres fragiles et qui, comme Smith ou Condorcet, préfèrent s'attaquer pas à pas aux injustices et ceux qui, comme Rousseau, savent ce qui est juste pour la société et les classes populaires et entendent le mettre en pratique.

## Le nouveau livre de Thomas Piketty : « Une vision du monde franco et anglo-centrée »

---

[lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-une-vision-du-monde-franco-et-anglo-centree\\_5506327\\_3232.html](https://lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-une-vision-du-monde-franco-et-anglo-centree_5506327_3232.html)

**Tribune.** Thomas Piketty, auteur d'un premier livre de près de mille pages, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013), qui fut plus largement acheté que lu, revient avec un nouvel ouvrage qui sera peut-être reçu de façon similaire. Il aura de la chance si c'est le cas. *Capital et Idéologie* (Seuil, 1 232 pages, 25 euros, à paraître le 12 septembre) est une œuvre de confiance en soi universitaire, pour ne pas dire d'égotisme – des centaines et des centaines de pages s'inspirant de sources à la fois anciennes et obscures, presque exclusivement franco et anglo-centrées. Une vision du monde nourrie d'une bibliothèque généreuse, comme du travail statistique salué – bien que trompeur à de nombreux égards – des collègues de M. Piketty dans le *World Inequality Report 2018* (« [Sparse, Inconsistent and Unreliable : Tax Records and the "World Inequality Report 2018"](#) », James K. Galbraith, *Development and Change*, 2018).

L'Inde est par exemple un « *cas important* », nous dit-il. Le chapitre consacré au pays s'inspire d'ethnographies remontant aux années 1880 d'observateurs de l'Empire britannique colonial, et s'intéresse essentiellement au système des castes. Il s'agit d'un sujet intéressant, bien sûr, mais quel rapport avec le « capital » ? Les castes sont un système féodal d'origine religieuse. Il manque ici le rôle-clé joué par le capitalisme commercial dans la colonisation britannique de l'Inde – la Compagnie des Indes orientales est à peine mentionnée. De même, le traitement des Caraïbes par l'auteur s'attarde sur l'esclavage et l'« *extrême inégalité* » qui lui est associée. Mais il semble ignorer, ou peut-être peu disposé à reconnaître, que c'est précisément dans les colonies sucrières des Antilles que le capitalisme moderne a émergé, avec des esclaves faisant office de principaux biens capitaux.

Les 250 premières pages évoquent essentiellement la France et quelques autres pays européens. Elles soutiennent la thèse d'une société divisée en trois classes comme modèle mondial – noblesse, clergé et tiers état –, aboutissant à la création de la « *société propriétaire* », où la propriété détermine la position. « Idéologiquement » – pour faire référence au titre de l'ouvrage –, il s'agit du XIX<sup>e</sup> siècle décrit par Balzac et Flaubert. Selon l'argument de Piketty, celui-ci est précapitaliste, puisqu'il a choisi de dater l'origine du capitalisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Un choix aussi incongru qu'excentrique, que ne partage, autant que je sache, aucun grand universitaire.

### Le communisme, une « absurdité »

---

Dans un livre sur le capital et l'idéologie, l'on pourrait s'attendre à une discussion sur Smith, Ricardo, Veblen, Keynes, et surtout Marx, ainsi que, peut-être, des précurseurs et opposants tels que Quesnay, Saint-Simon, Proudhon et Bastiat, pour mentionner

quelques noms français. Vous chercherez ces références en vain dans les pages. Je n'en ai repéré qu'une, à Marx (p. 975). Si les autres sont mentionnées, elles m'ont échappé.

Pour Thomas Piketty, le communisme ne fut rien d'autre qu'une « absurdité », valant à peine une discussion sérieuse. Le fait que la puissance militaire et industrielle soviétique, construite presque à partir de rien en deux décennies, ait fourni près des neuf dixièmes de l'acier et du sang qui ont permis de vaincre l'Allemagne nazie (et, plus tard, de favoriser les victoires communistes en Chine et au Vietnam) ne mérite pas, à ses yeux, d'être évoqué.

Il décrit également les Etats-Unis comme une nation marquée par des inégalités « abyssales » d'accès à l'éducation supérieure. Une étrange façon d'évoquer un pays qui, en vérité, a envoyé une plus grande part de sa population à l'université que la France – 42 % contre 30 % en 2013, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques. La France de Thomas Piketty, par contraste, est supposée être bien plus égalitaire aujourd'hui qu'elle ne l'était dans les années 1950-1960, lors la reconstruction d'après-guerre. Une proposition que toute personne connaissant la réalité du marché de l'immobilier parisien ne peut guère prendre au sérieux.

## Idiosyncrasie et archaïsme

Ancré dans ses taxonomies « ternaires » idiosyncratiques et archaïques, le traitement des problèmes actuels des Etats-Unis et de l'Europe se concentre sur le « social-nativisme », les divisions raciales aux Etats-Unis et ethnonationalistes en Europe. Leur relation aux derniers développements économiques, notamment celui du capital, n'est pas développée.

Les problèmes économiques et budgétaires de l'Europe sont abordés sans référence à l'orthodoxie catastrophique imposée par la pensée néolibérale, les politiques réactionnaires et le pouvoir financier. Certes, Thomas Piketty défend la noble cause de la démocratie en Europe : les institutions de l'Union européenne devraient être « *plus démocratiques* ». Mais pour quelle finalité, il ne le dit pas. Ce qu'il n'évoque pas, c'est précisément l'idéologie susceptible de façonner un programme économique cohérent et sérieux, qu'il soit fondé sur Marx, Keynes ou même l'école austro-libertarienne.

En résumé, il s'agit d'un livre tout à fait remarquable – aussi long soit-il à digérer. Il renferme de nombreux éclairages sur les lectures de Thomas Piketty, de la non-fiction aux romans, comme ceux de Jane Austen et Carlos Fuentes, en passant par une mention à celui de l'économiste parisien Tancrède Voituriez, paru en 2016, qui évoque une milliardaire chinoise (*L'Empire du ciel*, Grasset).

C'est l'exemple même d'une vision du monde manifestement allergique aux grandes traditions occidentales de l'économie politique, sans parler de celles qui ont émané de Russie, de Chine, du Japon, d'Amérique latine ou d'Afrique lors des luttes idéologiques autour du capital et du capitalisme au cours des deux derniers siècles. Nous avons ici le monde tel qu'il est vu des hauteurs olympiennes des fenêtres d'un appartement parisien.

Nonna Mayer, politiste

## Le nouveau livre de Thomas Piketty : « Un éclairage du régime inégalitaire “néopropriétaire” actuel »

[lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-un-eclairage-du-regime-inegalitaire-neoproprietaire-actuel\\_5506374\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-un-eclairage-du-regime-inegalitaire-neoproprietaire-actuel_5506374_3232.html)

« Capital et Idéologie », de Thomas Piketty (Seuil, 1 232 p., 25 €). A paraître le 12 septembre.

**Tribune.** *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013) prenait la mesure des inégalités, le nouveau livre de Thomas Piketty s'attaque aux idéologies qui les fondent. Des sociétés ternaires et esclavagistes anciennes aux sociétés postcoloniales et hypercapitalistes modernes, il dresse une vaste fresque qui a pour objectif d'éclairer le régime inégalitaire « néopropriétaire » actuel, et de faire le procès d'une social-démocratie impuissante à le contrer.

L'ouvrage, monumental (4 parties, 17 chapitres, plus de 1 000 pages), a les qualités qui ont fait le succès du précédent : éclectisme des sources, mise en perspective historique et comparative, démarche méthodique, clarté du propos, abondance de graphiques et de tableaux illustratifs. Je me centrerai sur la quatrième partie, « Repenser les dimensions du conflit politique », qui interpelle plus directement les politistes, et, plus particulièrement, son analyse des évolutions électorales en France, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni depuis 1945.

Elle met en lumière une inversion spectaculaire des effets du diplôme. Jusqu'aux années 1980, le vote de droite progresse et le vote de gauche diminue à mesure que s'élèvent les niveaux d'instruction, de revenu et de patrimoine ; les trois courbes sont alignées. A partir des années 1990, le vote de droite continue à croître avec le revenu et la richesse, mais, désormais, c'est le vote de gauche qui croît avec le niveau de diplôme. Le parti des « travailleurs » est devenu le parti des « diplômés ».

La structure « classiste » du conflit politique a été remplacée par un « système d'élites multiples », à base de capital intellectuel d'un côté (« *la gauche brahmane* »), de capital économique de l'autre (« *la droite marchande* »). Il en résulte tensions et frustrations au sein d'un électorat populaire, ni brahmane ni marchand, qui se tourne vers l'abstention ou des partis social-nativistes prônant le repli identitaire.

## Nouvelles divisions idéologiques et sociales

L'élection présidentielle française de 2017 illustrerait à la perfection ces nouvelles divisions idéologiques et sociales, découpant quatre électorats de taille quasi équivalente. Les « *égalitaires internationalistes* » (Hamon, Mélenchon) à diplôme élevé et bas revenu défendent les immigrés et la redistribution sociale. Les « *inégalitaires internationalistes* » (Macron) sont pro-immigrés et anti-riches, et les « *inégalitaires*

*nativistes* » (Fillon) anti-immigrés et pro-riches, mais tous deux riches et diplômés. Les « *égalitaires nativistes* » (Le Pen, Dupont-Aignan), ni riches ni diplômés, sont pro-pauvres et anti-immigrés, l'abstention guettant le « 5<sup>e</sup> quart » des plus défavorisés.

Piketty n'est pas le premier à pointer l'inversion du clivage éducatif et le passage d'un vote économique fondé sur des enjeux de classe à un vote culturel sur enjeux identitaires. Les travaux de science politique sur le glissement à gauche des classes moyennes salariées, tout particulièrement les spécialistes socioculturels à fort capital intellectuel (enseignement, médias, santé), remontent aux années 1980. Dès les années 1990 se multiplient les travaux sur la prolétarianisation de l'électorat des droites radicales. L'apport de l'auteur est de le tester de manière systématique dans trois pays, sur des séries longues, à partir d'enquêtes nationales plus fiables que les enquêtes internationales, et en contrôlant les effets éventuels d'autres variables.

L'analyse a ses limites. Met-elle vraiment au jour des clivages politiques ? Dans la perspective ouverte par Seymour Lipset et Stein Rokkan (*Party Systems and Voter Alignments*, 1967), le terme désigne les affrontements entre des groupes sociaux en chair et en os, qui ont une conscience collective et des organisations parlant en leur nom, sur le modèle du conflit ouvriers/patrons. En ce sens, il n'y a pas de classe sociale des diplômés du supérieur ou des titulaires de revenus élevés.

La situation socioprofessionnelle continue à produire des clivages politiques et il est dommage que Piketty l'exclue de son champ d'étude

En revanche, la situation socioprofessionnelle continue à produire des clivages politiques et il est dommage que Piketty l'exclue de son champ d'études. De nouveaux clivages de classe dessinent en Europe un espace électoral tripolaire, où les spécialistes socioculturels inclinent fortement à gauche, les patrons et cadres supérieurs à droite, tandis que la droite radicale concurrence la gauche chez les ouvriers et la droite modérée chez les petits patrons ([Daniel Oesch, Line Rennwald, « Electoral Competition in Europe's New Tripolar Political Space : Class Voting for the Left, Centre-Right and Radical Right », \*EUI Working Papers\*, MWP 2017/02.](#)

## Des indices dichotomiques

Une seconde réserve tient à la méthode. Pour simplifier la démonstration et permettre la comparaison entre pays et périodes, Piketty construit des indices dichotomiques, mesurant l'écart entre le niveau du vote de gauche des diplômés et des non-diplômés du supérieur, des 10 % les plus riches et des 90 % les moins riches, etc. Ces indices, construits sur le modèle de l'indice d'Alford, mis au point dans les années 1960 par le sociologue du même nom pour mesurer le vote de classe des ouvriers comparé à celui

des non-ouvriers, tombent sous le coup des mêmes critiques. Ils ne tiennent pas compte de l'évolution des bases de ces pourcentages dans le temps, qu'il s'agisse de la répartition des suffrages ou des diplômes.

Les dichotomies opérées sont réductrices, traitant comme un bloc indifférencié les 90 % d'électeurs qui n'appartiennent pas au décile supérieur des revenus ou du patrimoine

D'autres mesures, comme les *odds ratios* ou rapports de chance, auraient permis d'éviter ces biais. Les dichotomies opérées sont réductrices, traitant comme un bloc indifférencié les 90 % d'électeurs qui n'appartiennent pas au décile supérieur des revenus ou du patrimoine, ou les deux tiers de non-diplômés du supérieur. La dichotomie gauche/droite est la plus réductrice de toutes, qui évacue les votes populistes des graphiques. Piketty, à juste titre, se méfie de cette notion fourre-tout de populisme.

Mais quelle que soit la manière de les qualifier – populistes, extrêmes radicaux, antisystèmes –, ces partis « parias » sont un élément essentiel du tableau, aux côtés de la « gauche brahmane » et de la « droite marchande ». Les exclure interdit de suivre la logique des réalignements en cours, tout particulièrement en France.

On regrettera aussi que les graphiques décrivent l'impact des trois variables-clés – diplôme, revenu, patrimoine – sans quasiment jamais les croiser. Or c'est leur interaction qui fait sens, comme le montrait notamment Pierre Bourdieu dans *La Distinction* (Editions de Minuit, 1979), croisant capital économique et capital culturel pour démonter les ressorts de la domination politique. Et il est dommage que le genre et l'âge n'apparaissent que comme variables de contrôle, alors qu'ils sont au fondement des phénomènes de domination dans toutes les sociétés, et que c'est leur intersection avec les clivages « arbitraires », que définissent la classe ou la caste, la religion ou l'ethnicité, qui produit des effets politiques, (Jim Sidanius et Felicia Pratto, *Social Dominance. An Intergroup Theory of Social Hierarchy and Oppression*, Cambridge University Press, 1999).

A ces quelques réserves près, *Capital et Idéologie* reste un livre passionnant, unique en son genre, qui dialogue avec les autres sciences, décentre notre regard occidental et ose imaginer, à revers du pessimisme ambiant, quelles réformes concrètes pourraient refonder la social-démocratie et rendre les sociétés et les institutions européennes plus justes. Pourvu qu'il soit entendu.

**Nonna Mayer** est directrice de recherche émérite au CNRS, Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po.

## Le nouveau livre de Thomas Piketty : « Une utilisation audacieuse et novatrice des données »

[lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-une-utilisation-audacieuse-et-novatrice-des-donnees\\_5506378\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/le-nouveau-livre-de-thomas-piketty-une-utilisation-audacieuse-et-novatrice-des-donnees_5506378_3232.html)

**Tribune.** Les livres de Thomas Piketty sont toujours monumentaux. Certains le sont plus que d'autres. *Les Hauts Revenus en France au XX<sup>e</sup> siècle* (Grasset, 2001) couvrait plus de deux siècles d'inégalités de revenus et de patrimoines, ainsi que les changements sociaux et politiques en France. Son best-seller international, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013), a élargi cette approche aux principaux pays occidentaux (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne).

Ce nouvel ouvrage couvre le monde entier et présente un panorama historique sur la façon dont la propriété des actifs (y compris des personnes) fut traitée et justifiée dans différentes sociétés historiques, de la Chine, du Japon et de l'Inde aux colonies américaines sous domination européenne et aux sociétés féodales et capitalistes en Europe. Il suffit de mentionner l'étendue géographique et temporelle du livre pour donner un aperçu de son ambition.

« Son approche est caractérisée par le retour méthodologique de l'économie à ses fonctions originelles et essentielles »

Avant de passer à l'examen de l'ouvrage, il convient de mentionner l'importance de l'approche globale de Thomas Piketty, présente dans ces trois livres. Son approche est caractérisée par le retour méthodologique de l'économie à ses fonctions originelles et essentielles : être une science qui éclaire les intérêts et explique les comportements des individus et classes sociales dans leur vie quotidienne (matérielle). Cette méthodologie rejette le paradigme dominant depuis un demi-siècle, qui a ignoré avec toujours plus de vigueur le rôle des classes et des individus hétérogènes dans le processus de production, pour considérer toutes les personnes comme des agents abstraits, maximisant leurs revenus sous certaines contraintes. Ce paradigme dominant a vidé l'économie de presque tout son contenu social, et présente une vision de la société aussi abstraite qu'erronée.

### « Turbo-Annales »

La réintroduction de la vie réelle dans l'économie par M. Piketty et quelques autres (ce n'est pas un hasard si ce sont principalement ceux qui s'intéressent aux inégalités) est bien plus qu'un simple retour aux sources de la politique économique et de l'économie. Et ce parce que nous avons aujourd'hui beaucoup plus d'informations (les « data ») que ce dont disposaient les économistes il y a un siècle, sur nos sociétés contemporaines comme sur celles du passé.

Cette combinaison de la méthodologie originale de l'économie politique et du big data est ce que j'appelle le « turbo-Annales », où les sujets de l'économie politique classique et ceux des auteurs liés à l'école des Annales peuvent désormais être étudiés de manière empirique, voire économétrique : une chose que ces auteurs ne pouvaient pas faire à l'époque, du fait de la rareté des données et de l'indisponibilité des méthodologies modernes. C'est dans ce contexte, je crois, qu'il convient de considérer *Capital et Idéologie* (Seuil, 1 232 pages, 25 euros, à paraître le 12 septembre).

Dans quelle mesure cette approche, ici appliquée au monde entier et sur un très long horizon temporel, fonctionne-t-elle ? J'aimerais diviser l'examen de l'ouvrage en deux sous-ensembles : celui déjà mentionné, qui examine les justifications idéologiques des inégalités dans les différentes sociétés (première, deuxième et, dans une certaine mesure, troisième parties du livre), et le second, qui introduit une nouvelle façon d'étudier les clivages politiques récents dans les sociétés modernes (quatrième partie).

## Des éléments simplifiés

---

Je suis quelque peu sceptique quant au succès complet de la première partie, malgré l'immense érudition de l'auteur et ses talents de narrateur, car réussir une analyse à propos d'un sujet aussi étendu géographiquement et temporellement est délicat, même pour les esprits éclairés ayant étudié ces sociétés pendant la majeure partie de leur carrière. Pour chacune d'elles, un haut niveau de connaissances historiques sophistiquées à propos des dogmes religieux, de l'organisation politique et de la stratification sociale est indispensable.

Citons deux exemples d'auteurs qui ont tenté de le faire : un ancien, Max Weber, tout au long de sa vie (et, plus particulièrement, dans *Economie et société*, 1921) ; et un plus récent, Francis Fukuyama, dans ses deux chefs-d'œuvre sur les origines de l'ordre politique et économique. Mais leurs résultats n'ont pas toujours été approuvés à l'unanimité par les spécialistes des sociétés et religions concernées.

Dans son analyse de certaines sociétés, Thomas Piketty a dû s'appuyer sur des éléments quelque peu simplifiés ou schématisés, paraissant à la fois vraisemblables et superficiels. Chacune de ces sociétés historiques, dont beaucoup ont duré plusieurs siècles, a traversé différentes phases de développement, sujettes à diverses interprétations. Aborder de telles évolutions comme s'il s'agissait de trajectoires incontestées est réducteur. C'est choisir un récit historique plausible parmi de nombreux autres. Cela peut être comparé, désavantageusement, au propre récit de Piketty dans *Les Hauts Revenus en France*, riche et nuancé.

---

« Gauche brahmane » et « droite marchande »

Si je suis plutôt sceptique à propos de cette partie, je ne le suis pas à propos de la seconde. Nous retrouvons ici la force de Thomas Piketty : une utilisation audacieuse et novatrice des données pour forger une nouvelle façon de regarder les phénomènes que nous observons tous, mais que nous n'avons pas été en mesure de définir avec autant de précision. Ici, l'auteur « joue » sur le « terrain » familier de l'histoire économique occidentale qu'il connaît bien, probablement mieux que tout autre économiste.

« Les “gagnants” de la social-démocratie, ont continué à voter pour les partis de gauche, mais leurs intérêts et vision du monde n'étaient plus les mêmes que ceux de leurs parents (moins éduqués) »

Cette partie étudie de façon empirique les raisons pour lesquelles les partis de gauche, ou sociaux-démocrates, qui étaient à l'origine ceux des classes les moins éduquées et les plus pauvres, sont progressivement devenus des partis de classes moyennes supérieures riches et éduquées. Dans une large mesure, ils ont changé parce que leur programme social-démocrate initial a réussi à ouvrir l'éducation et des perspectives de revenus élevés aux personnes qui, dans les années 1950 et 1960, venaient de milieux modestes. Ces personnes, les « gagnants » de la social-démocratie, ont continué à voter pour les partis de gauche, mais leurs intérêts et vision du monde n'étaient plus les mêmes que ceux de leurs parents (moins éduqués).

La structure sociale interne des partis a donc changé – en raison de leur propre succès politique et social. Ils sont devenus, selon les termes de Thomas Piketty, la « *gauche brahmane* », par opposition aux partis de droite conservatrice, restés les partis de la « *droite marchande* ».

## Nouveaux réalignements politiques

---

L'élite s'est ainsi divisée, pour simplifier, entre les « brahmanes » éduqués et les « investisseurs » ou capitalistes, plus portés sur le commerce. Cette partition a néanmoins laissé sans représentation les personnes qui n'ont pas pu bénéficier d'une mobilité ascendante en matière d'éducation et de revenus. Celles-ci se sont tournées vers la vague « populiste » actuelle. Thomas Piketty montre de manière assez extraordinaire l'évolution de l'éducation et des revenus des électeurs de gauche en utilisant des données à long terme méthodologiquement très semblables, provenant de toutes les grandes démocraties développées (et de l'Inde). Le fait que cette évolution soit cohérente d'un pays à l'autre confère une vraisemblance presque inouïe à son hypothèse.

Il est également frappant, du moins à mes yeux, que de telles données pluriannuelles disponibles pour de nombreux pays n'aient, semble-t-il, jamais été utilisées par des politologues. Je pense que cette partie du livre transformera, ou du moins affectera, la

manière dont ces derniers considéreront les nouveaux réalignements politiques dans les démocraties avancées au cours des années à venir. Tout comme *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* a modifié la façon dont les économistes considèrent les inégalités, ce nouvel ouvrage pourrait transformer le regard des politologues sur leur propre domaine.

Lire aussi « Capital et Idéologie », le nouveau livre de Thomas Piketty, revient sur l'histoire mondiale des inégalités

**Branko Milanovic** est économiste au Graduate Center de la City University of New York. Il est l'auteur de *Capitalism, Alone* (Harvard University Press, à paraître le 15 octobre) et d'*Inégalités mondiales* (La Découverte, 288 p., 22 €).